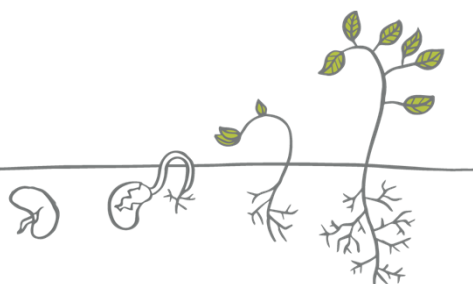


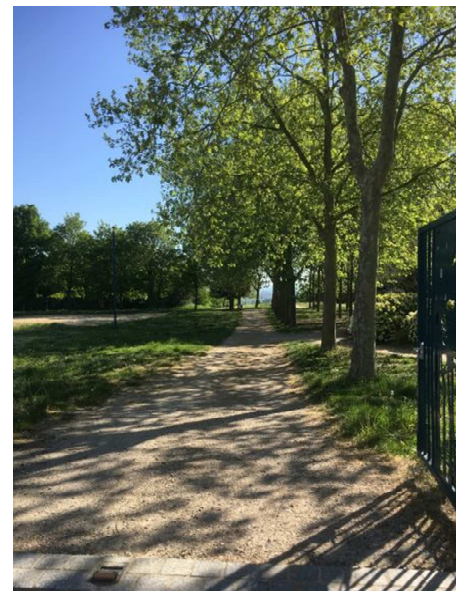
[Rapport - Enquête nationale]

COVID-19 ET ESPACES VERTS

IMPACTS DES MESURES DE GESTION DE LA CRISE SANITAIRE SUR
LES ACTIVITÉS LIÉES AUX ESPACES VERTS ET AU PAYSAGE AU
SEIN DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

MAI 2020





De haut en bas, de gauche à droite : Photos 1, 2 : Ville de Gravelines, crédit Jean-François LOOTS / Photos 2,4 : Ville de Vauréal, crédit Christophe Etchemendy – Photo 3 : Ville de Versailles, crédit Cathy Biass-Morin Photo 5 : Métropole du Grand-Nancy, crédit Christophe Reuter.

INTRODUCTION ET PROPOS LIMINAIRES

Contexte et objectifs de l'enquête nationale [Covid-19 et espaces verts] :

- Cette enquête s'inscrit dans le contexte de la crise sanitaire du Covid-19 à l'origine des mesures de confinement de la population et de limitation des activités dans la plupart des secteurs.
- Les objectifs sont d'apporter un éclairage sur la situation concernant les activités liées aux espaces verts et au paysage au sein des collectivités territoriales au cours du confinement. Il s'agit également d'appréhender les conséquences de l'inflexion des pratiques d'entretien et de travaux dans les collectivités territoriales à la reprise des activités.
- Les résultats visent ainsi à accompagner la préparation de la reprise des activités des acteurs publics et privés concernés par les espaces verts, le paysage et la nature en ville.

Précautions de lecture :

- Les réponses sur la situation à la sortie du confinement constituent des projections des structures gestionnaires avec le contexte d'information de la semaine du 14 au 21 avril 2020, soit après l'annonce officielle du 13 avril sur la sortie du confinement le 11 mai (sans connaissance des modalités).
- Les résultats de cette enquête constituent une photographie de la situation au cours du confinement et des projections à sa sortie. Cette photographie ne peut témoigner de l'évolution des pratiques mises en œuvre au cours du confinement. De nombreux gestionnaires ont témoigné que la situation a pu évoluer au gré des annonces du Chef d'Etat et du Gouvernement au cours des 8 semaines de confinement.
- Seules les réponses des structures identifiées au début du questionnaire ont pu être exploitées et analysées.

MERCI AUX 829 STRUCTURES AYANT PARTICIPÉ À CETTE ENQUÊTE

Merci aux administrateurs et partenaires de Plante & Cité ayant participé à la conception de l'enquête : François COLSON (Agrocampus Ouest), Marc MOUTERDE (UNEP), Bertrand MARTIN (AITF), Jean-Pierre GUENEAU (Hortis), Fanny MAUJEAN (Hortis), Véronique BRUN et Michel LE BORGNE (FNPHP), Anthony GUITTON (UNEP), Jean-Marc LECOURT (SFG), Jean-Marc BOUILLON (FFP).

Et VAL'HOR, l'Interprofession française de l'horticulture, de la fleuristerie et du paysage : Mikaël MERCIER, Jean-Marc VASSE, Emmanuelle BOUGAULT, Aline HAERINGER.

Conception et diffusion de l'enquête : Caroline GUTLEBEN, directrice, Ludovic PROVOST, chef de projet de communication, Robin DAGOIS, chargé de mission « Agronomie, sols et végétalisation urbaine », Aurore MICAND chargée d'étude Paysage et projets de diffusion, Pauline LAÏLLE, chargée de mission « Economie et management », Benjamin PIERRACHE, chargé d'étude et responsable Catalogues et collections botaniques Floriscope.

Analyse de données – Plante & Cité : Caroline GUTLEBEN, directrice et Robin DAGOIS, chargé de mission « Agronomie, sols et végétalisation urbaine ».

Relecture de la synthèse : Aurore MICAND, Alice MEYER-GRANDBASTIEN, Sandrine LARRAMENDY, Jérôme BEBIN, Baptiste CHASSAING.

Durée de l'enquête : du 14 au 21 avril 2020 - **Territoire concerné :** national

Merci aux adhérents de Plante & Cité pour leur participation, ainsi qu'aux journalistes pour le relais de l'enquête

Merci aux partenaires ayant contribué à sa diffusion : Hortis, AITF, ATTF, Villes de France, CNVVF, UNEP, Agence Régionale de la Biodiversité d'Ile-de-France, Agence Régionale de la Biodiversité Centre Val-de-Loire, Agence Régionale de la Biodiversité de Nouvelle-Aquitaine, Agence Régionale de la Biodiversité en Provence-Alpes-Côte-d'Azur, Bruded, Centre National de la Fonction Publique Territoriale, CIBI, Conseil Régional de Bretagne et les comités de bassins versant bretons, Conseil Régional des Pays de la Loire, Agence de développement économique Solution & Co, Fleurs et Paysages en Loire Atlantique, Echos Paysage en Auvergne Rhône-Alpes, Excellence Végétale, Fredon Occitanie, Florysage en Normandie, Réseau des communes Terre Saine et porteurs de charte régionale notamment en Occitanie, collectivités participant au concours Capitale Française de la Biodiversité, QualiPaysage.... Nos excuses si certains relais ont été oubliés ici, et merci à tous!

SOMMAIRE

SYNTHÈSE DES ANALYSES.....	P. 4
PARTIE 1 – LES CARACTÉRISTIQUES DU PANEL DES RÉPONDANTS	P. 5
PARTIE 2 – LA SITUATION AU COURS DU CONFINEMENT	
Activités d’entretien et de travaux maintenues.....	P. 7
Espaces avec activité d’entretien et de travaux.....	P. 9
Organisation des activités en régie.....	P. 10
Organisation du suivi des chantiers en REGIE et en PRESTATION.....	P. 11
Les plantations.....	P. 12
Les travaux d’engazonnement.....	P. 13
Les consultations en cours.....	P. 13
Restriction d’accès aux espaces publics.....	P. 14
PARTIE 3 – LA SITUATION PRÉVUE À LA SORTIE DU CONFINEMENT	
Priorisation des activités et espaces à la reprise.....	P. 15
Difficultés supposées liées à la baisse des activités d’entretien.....	P. 16
Plan de reprise des activités.....	P. 16
Renforts et stratégie de reprise des activités.....	P. 17
Evolution des objectifs d’entretien et de fleurissement.....	P. 18
Evolution des projets et budget.....	P. 19
PARTIE 4 – LES PROJECTIONS À MOYEN ET LONG TERME	
Inflexion des pratiques d’entretien et biodiversité.....	P. 20
Signes de soutien à la filière du végétal.....	P. 22
LES PARTENAIRES DE L’ENQUÊTE.....	P. 23

Le panel des 829 structures répondantes donne accès à une diversité démographique, géographique et territoriale :

- En très grande majorité, les structures répondantes sont des communes (94%). Toutes les strates de taille de collectivités sont représentées. La principale strate étant celle des communes de moins de 2000 habitants (41% des répondants). Environ 4% des répondants sont des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale. Toutes les régions sont représentées (à l'exception de la Corse) y compris certains Outre-Mer (La Réunion, Martinique, Polynésie Française).

Sur la situation au cours du confinement :

- Près de 90% des collectivités répondantes estiment que les activités d'entretien et de travaux subissent globalement une inflexion, qu'elles soient menées en régie ou par des entreprises prestataires.
- Les cinq premières activités en lien avec les espaces verts ayant été maintenues, même de façon minimale, sont par ordre décroissant : 1- Le ramassage des déchets, 2- L'arrosage, 3- Les achats et marchés, 4- La gestion des strates herbacées, et 5- Le désherbage. Le paillage et les travaux arboricoles ont été les moins maintenus.
- Les trois premiers espaces sur lesquels des activités minimales d'entretien et de travaux ont été maintenues sont par ordre décroissant : 1- les cimetières, 2- les abords de voirie et ronds-points, 3- les terrains de sport communaux. Les centres de production horticoles ont majoritairement été maintenus, mais globalement avec une activité réduite.
- Le maintien des effectifs d'agents sur le terrain est très hétérogène au plan national. Près du quart (22%) des collectivités répondantes ont maintenu moins de 10% de leurs effectifs sur le terrain. Seulement 24% des collectivités ont maintenu plus de 50% de leurs effectifs sur le terrain. Il semble que plus la collectivité est petite, plus la proportion d'agents présents sur le terrain est élevée.
- Pour plus de la moitié des collectivités répondantes, seule une minorité des entreprises prestataires a maintenu leurs activités. De très nombreuses collectivités ont adapté les modalités de supervision et suivi des chantiers à distance.
- S'agissant des plantations, près de la moitié des collectivités répondantes n'avaient pas réceptionné les végétaux commandés au moment de l'enquête. La moitié d'entre elles ont entièrement reporté leurs plantations. L'autre moitié combinera report et annulation. La prise en charge du surcoût de remise en culture et de reconditionnement des végétaux par les producteurs est à l'étude pour 25% des collectivités répondantes, et envisagée, même partiellement, pour 16% d'entre elles.
- Les restrictions d'accès aux espaces publics ont provoqué des difficultés, parfois perçues de façon aiguë, par les collectivités répondantes par ordre décroissant sur : 1- Les sentiers de randonnées et voies vertes, 2- Les parcs et squares, 3- Les aires de jeux, et 4- Les jardins familiaux et partagés.

Sur la situation prévue à la sortie du confinement :

- Les trois premières activités d'entretien et de travaux prioritaires à la sortie du confinement sont par ordre décroissant de choix : 1- Le désherbage, 2- La gestion des strates herbacées, 3- Les plantations.
- Les espaces dont l'entretien sera prioritaire à la sortie du confinement sont principalement par ordre décroissant de choix : 1- Les abords de voirie et ronds-points, 2- Les cimetières, 3- Les parcs et squares.
- Seule une faible proportion des collectivités répondantes (15%) envisage des renforts. Les renforts envisagés sont par ordre décroissant : 1- Le recours à du personnel saisonnier, 2- Des prestations d'entreprises du paysage, 3- Des prestations de C.A.T., 4- Des opérations citoyennes et 5- L'intervention d'agriculteurs pour les opérations de fauche.
- S'agissant des objectifs d'entretien, 42% des collectivités répondantes envisagent de faire évoluer leurs pratiques, un tiers ne se projette pas. Concernant le fleurissement, plus des deux tiers des collectivités répondantes (68%) n'envisagent aucun changement par rapport à ce qui était prévu en 2020. S'agissant des projets de création et d'études de maîtrise d'œuvre, la moitié des collectivités répondantes envisage un report.
- Sur les budgets de fonctionnement et d'investissement, les collectivités répondantes déclarent en premier lieu ne pas savoir quelles pourraient être les évolutions dans l'année.

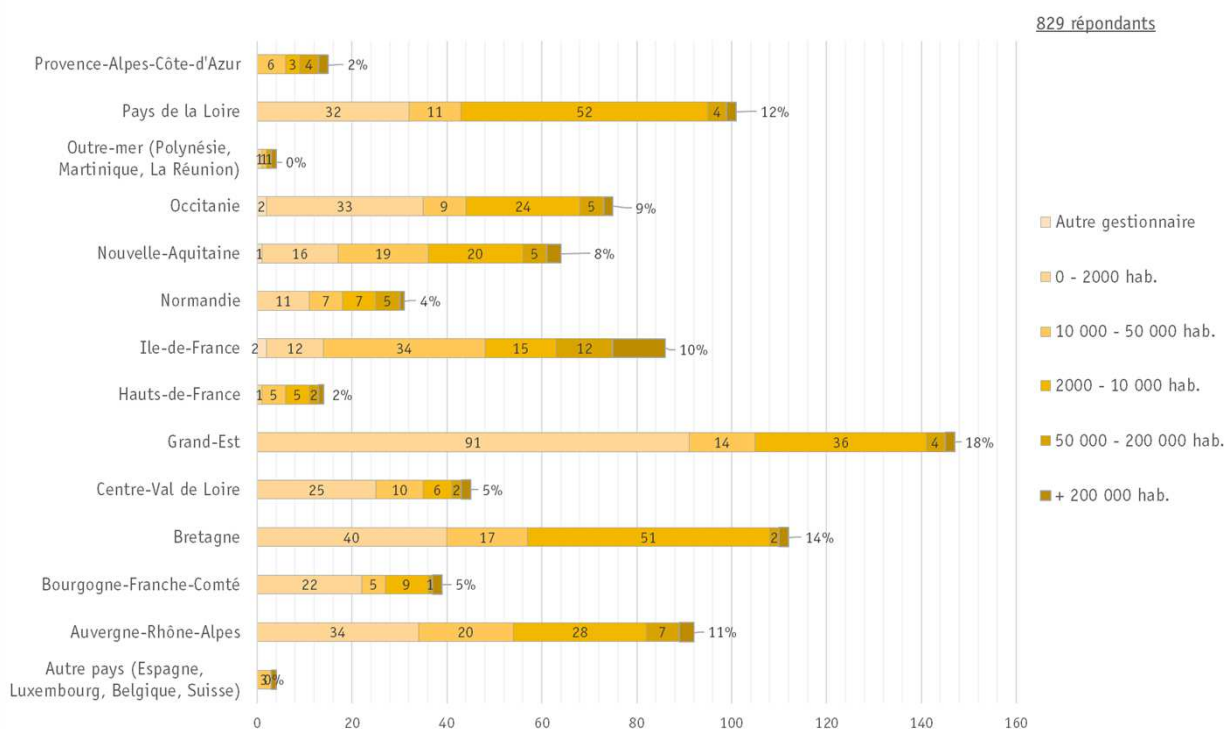
Sur les projections à moyen et long terme :

- La majorité de collectivités répondantes estime que l'inflexion, voire l'arrêt, des activités d'entretien et de travaux dans les espaces verts est favorable à l'expression de la biodiversité. Parmi elles, plus des trois quarts souhaiteraient faire évoluer leurs pratiques pour prolonger ces bénéfices supposés pour la biodiversité (gestion différenciée, gestion écologique...)
- Près de la moitié des collectivités répondantes envisage de développer les achats de végétaux associés à un signe de qualité et / ou de végétaux produits en France. L'autre moitié n'envisage pas de faire évoluer les pratiques d'achat de végétaux à l'avenir. Cela peut vouloir dire qu'il ne s'agit pas d'un sujet de préoccupation ou qu'elles sont déjà vertueuses.

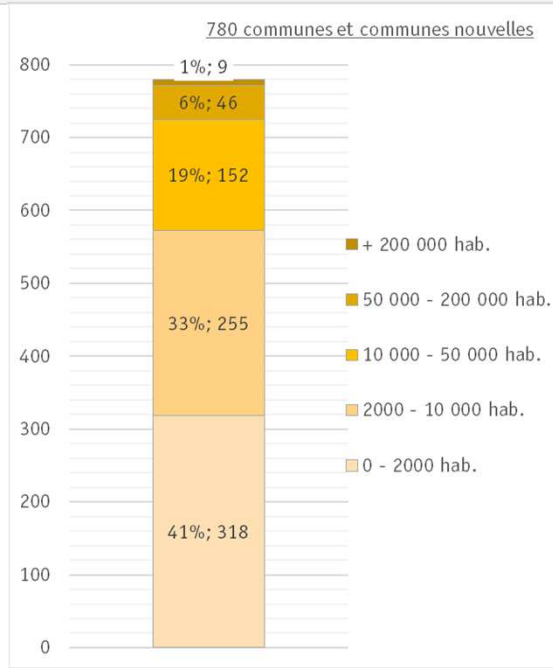
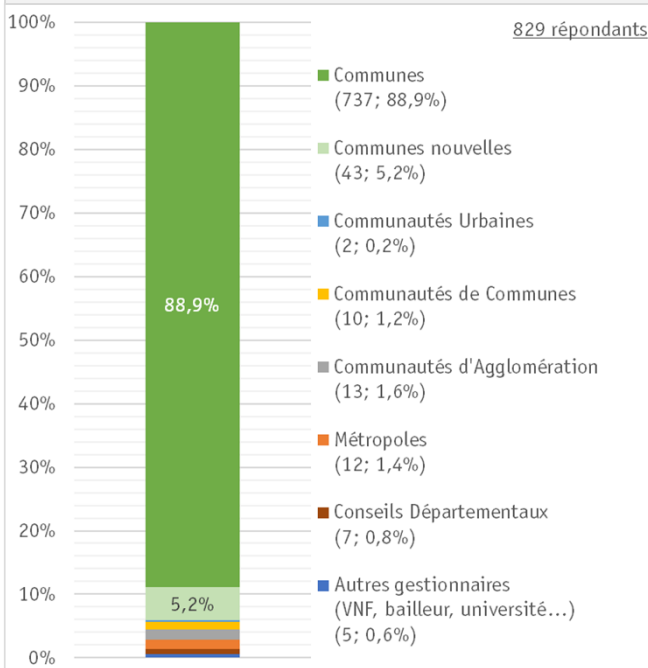
1. Carte des 829 structures ayant répondu à l'enquête 2020 [Covid-19 et espaces verts]



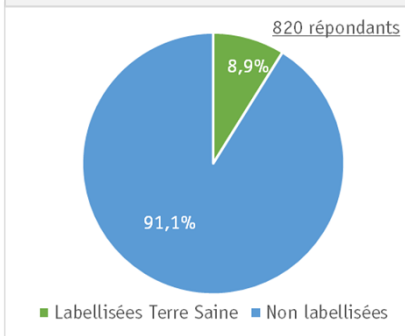
2. Répartition géographique des structures ayant répondu et taille des collectivités



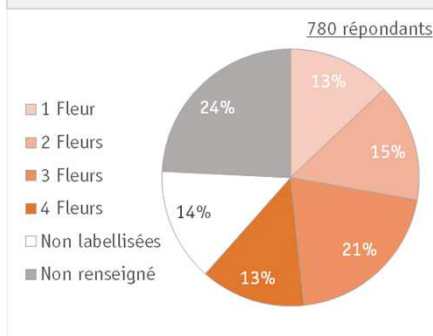
3. Nature et taille des structures ayant répondu à l'enquête ?



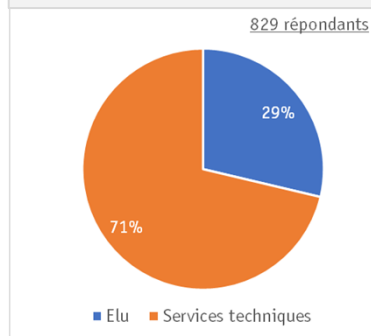
4. Part des collectivités « Terre Saine » dans le panel des répondants



5. Part des communes « Fleuries » (VVF) dans le panel des répondants



7. Fonction des personnes ayant répondu à l'enquête

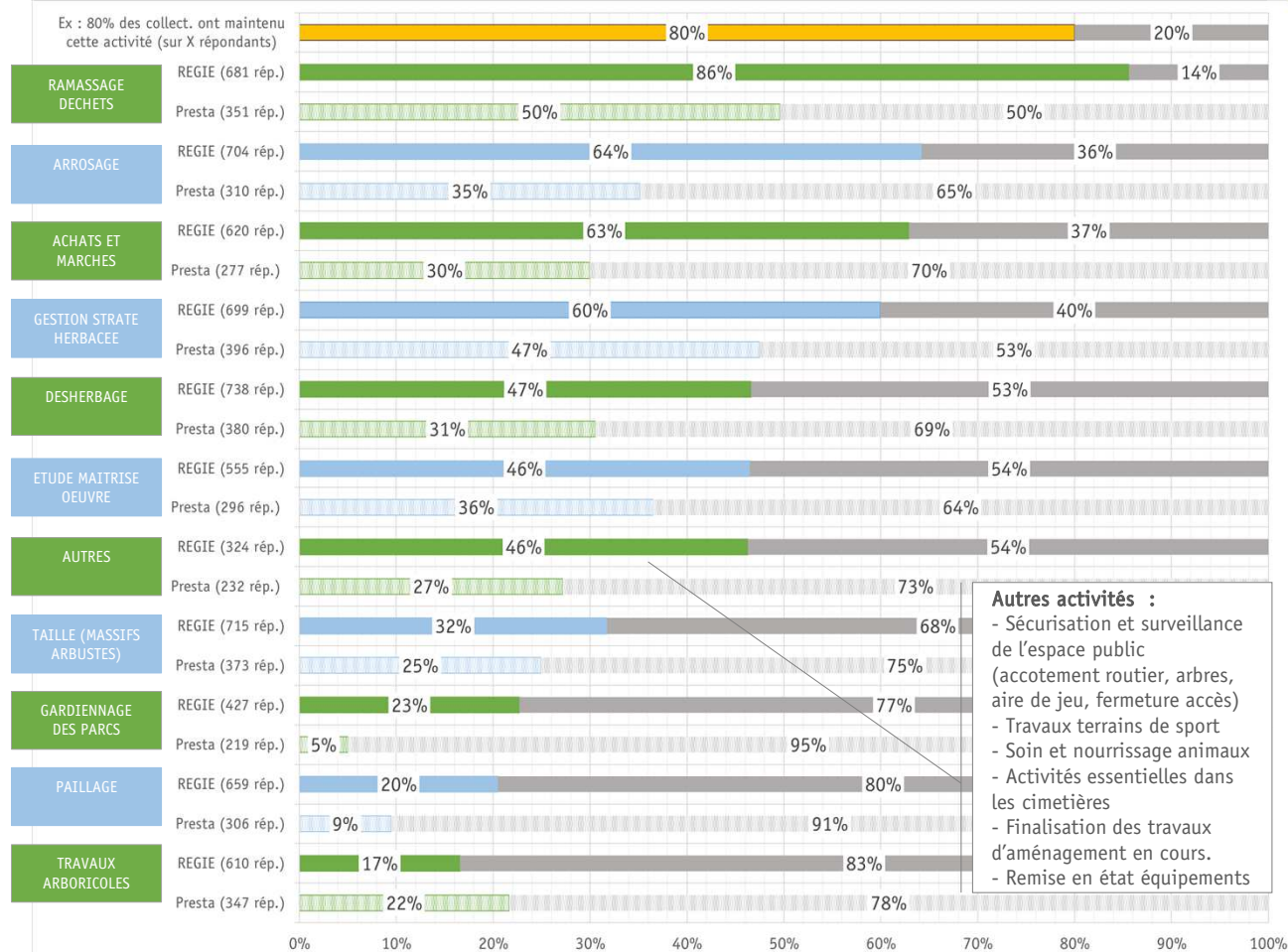


EN BREF :

- 829 structures ont répondu à l'enquête [Covid-19 et espaces verts] du 14 au 21 avril 2020. En très grande majorité, les répondants sont des communes (94%).
- Toutes les régions sont représentées (à l'exception de la Corse) y compris certains Outre-Mer (La Réunion, Martinique, Polynésie Française).
- La distribution des répondants est directement liée aux réseaux régionaux ayant relayé l'enquête. Elle est aussi très probablement en lien avec la pression de la crise dans certaines régions (notamment pour la région Grand-Est).
- Sur le plan démographique, le panel des répondants permet d'explorer une diversité de contextes, des plus petites collectivités (41% des communes répondantes ont moins de 2000 hab.), aux métropoles.
- Près de 9% des collectivités répondantes sont labellisées « Terre saine »; 62% sont des communes « Fleuries ».
- Ce sont les agents des services techniques qui ont majoritairement répondu (71%, contre 29% pour les Maires et autres élus municipaux).

Activités d'entretien et de travaux maintenues

8. Proportion des collectivités ayant maintenu des activités minimales d'entretien et de travaux au cours du confinement - en REGIE et/ou par des entreprises PRESTATAIRES

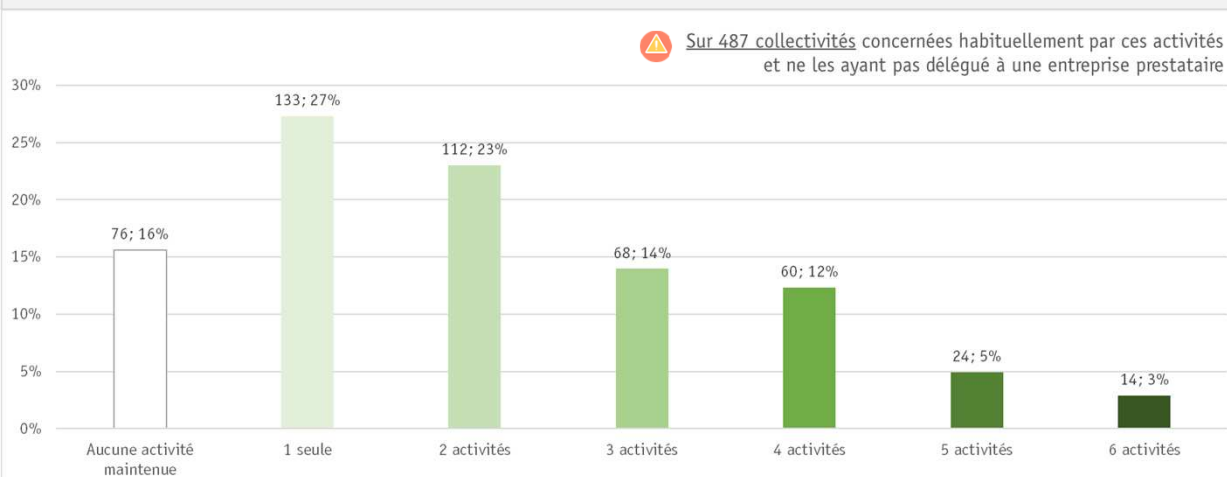


EN BREF :

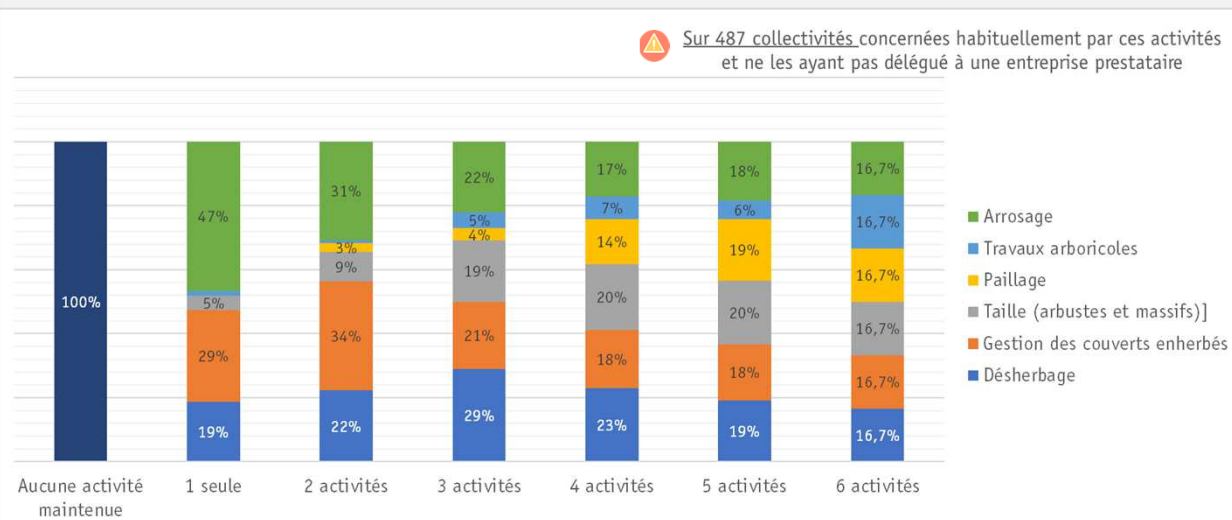
- Près de 90% des collectivités répondantes estiment que les activités d'entretien et de travaux subissent globalement une inflexion, qu'elles soient menées en régie ou par des entreprises prestataires.
- Les cinq premières activités en lien avec les espaces verts ayant été maintenues, même de façon minimale, sont par ordre décroissant : 1- Le ramassage des déchets, 2- L'arrosage, 3- Les achats et marchés, 4- La gestion des strates herbacées, et 5- Le désherbage. Le paillage et les travaux arboricoles ont été les moins maintenus.
- Les activités minimales maintenues ont plus souvent été réalisées en régie que par les entreprises prestataires.
- D'autres activités (partiellement) maintenues ont été signalées :
 - Sécurisation et surveillance de l'espace public (accotements routiers, travaux d'urgence sur les arbres, aires de jeu, parcelles forestières, fermeture des sites et contrôle des accès),
 - Soins et nourrissage des animaux,
 - Travaux spécifiques sur terrains de sport,
 - Activités essentielles dans les cimetières (fossoyage, inhumation, accueil des familles...),
 - Productions horticoles dans les centres et serres municipales.
- Plusieurs répondants font état d'une mise à disposition des jardiniers pour aider les personnes âgées ou isolées de la commune (réserve civique, interventions de solidarité).

Activités d'entretien et de travaux maintenues

9. Proportion de collectivités selon le nombre d'activités d'entretien et de travaux maintenues en REGIE au cours du confinement - Focus sur les activités d'entretien : Désherbage – Gestion des strates herbacées – Taille – Paillage – Travaux arboricoles – Arrosage



10. Nature des activités privilégiées selon le nombre d'activités maintenues par les collectivités en REGIE au cours du confinement - Focus sur les activités d'entretien : Désherbage – Gestion des strates herbacées – Taille – Paillage – Travaux arboricoles – Arrosage

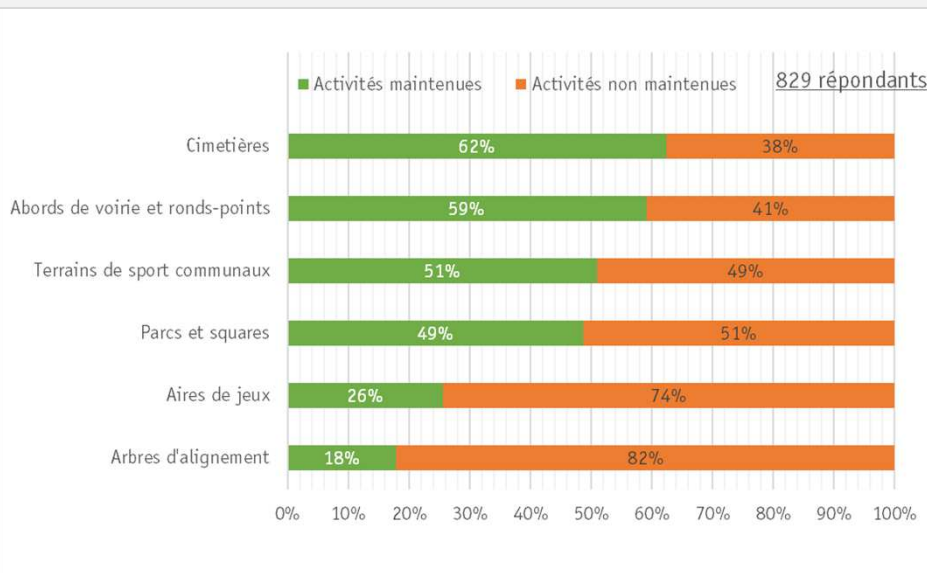


EN BREF :

- Sur une sélection d'activités d'entretien [Désherbage – Gestion des strates herbacées – Taille – Paillage – Travaux arboricoles – Arrosage], et parmi les collectivités n'ayant agi que par leurs propres moyens en régie (c'est-à-dire sans aucune prestation) :
 - 16% d'entre elles n'ont maintenu aucune activité. Ce sont donc 76 collectivités (9% du panel global) au sein desquelles aucune de ces activités d'entretien n'a été maintenue - ni en régie, ni en prestation.
 - 27% d'entre elles ont maintenu une seule activité, et 23% ont maintenu deux de ces activités.
- Lorsqu'une seule activité n'a pu être maintenue, l'arrosage a majoritairement été privilégié (47%).
- Lorsque deux activités ont pu être maintenues, ce sont les travaux de gestion de la strate herbacée (34%) et l'arrosage (31%) qui ont été privilégiés.

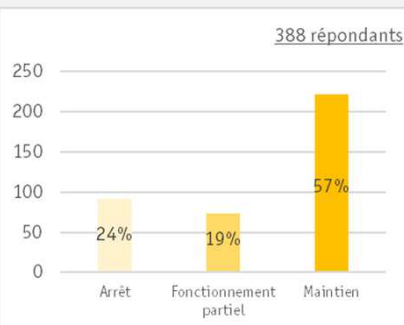
Espaces avec activité d'entretien et de travaux

11. Part des collectivités ayant maintenu une activité minimale d'entretien et de travaux par espace vert public

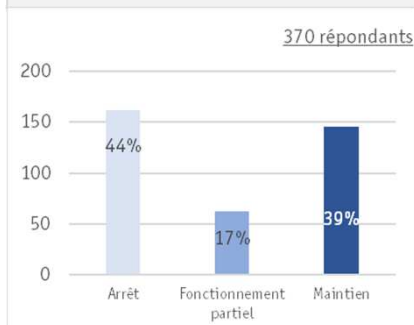
**Autres espaces déclarés :**

- Etablissements socio-éducatifs : crèches, écoles, collèges
- Parcs animaliers et fermes pédagogiques
- Serres municipales
- Espaces Naturels Sensibles
- Jardins des plantes et collections botaniques
- Abords des logements sociaux
- Campings municipaux
- Précision sur certains espaces : « pelouses de prestige »
- Stations d'épuration

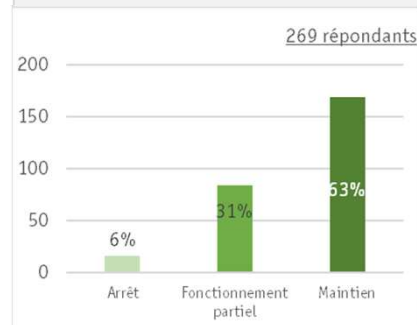
12. Maintien de l'éclairage des parcs publics



13. Maintien de l'activité des fontaines et bassins



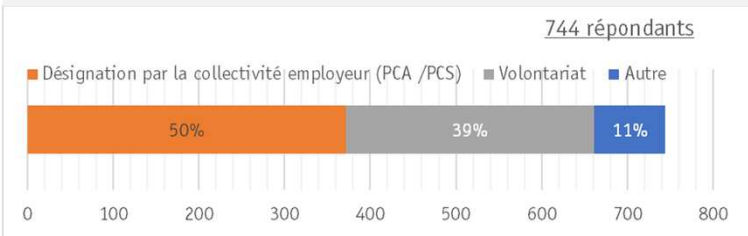
14. Maintien d'activité du centre de production horticole

**EN BREF :**

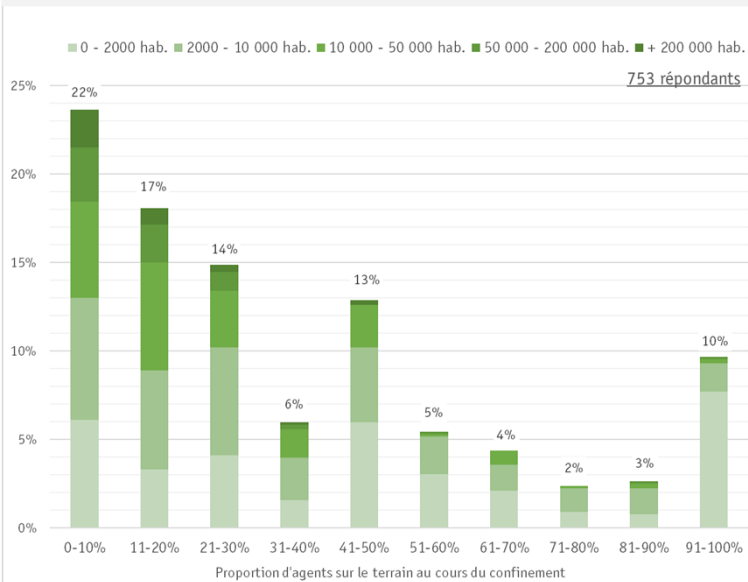
- Les trois premiers espaces sur lesquels des activités minimales d'entretien et de travaux ont été maintenues sont par ordre décroissant : 1- les cimetières, 2- les abords de voirie et ronds-points, 3- les terrains de sport communaux.
- D'autres espaces signalés sont les établissements socio-éducatifs (crèches, écoles, collèges), les parcs animaliers, les serres municipales, les jardins des plantes et sites dédiés aux collections botaniques.
- L'éclairage des parcs publics a majoritairement été maintenu.
- L'activité des fontaines et bassins a été réduite pour près de la moitié des répondants.
- Les centres de production horticole ont majoritairement été maintenus, même si leurs activités ont pu être réduites (limitation des volumes produits, restriction des gammes de végétaux...).

Organisation des activités en REGIE

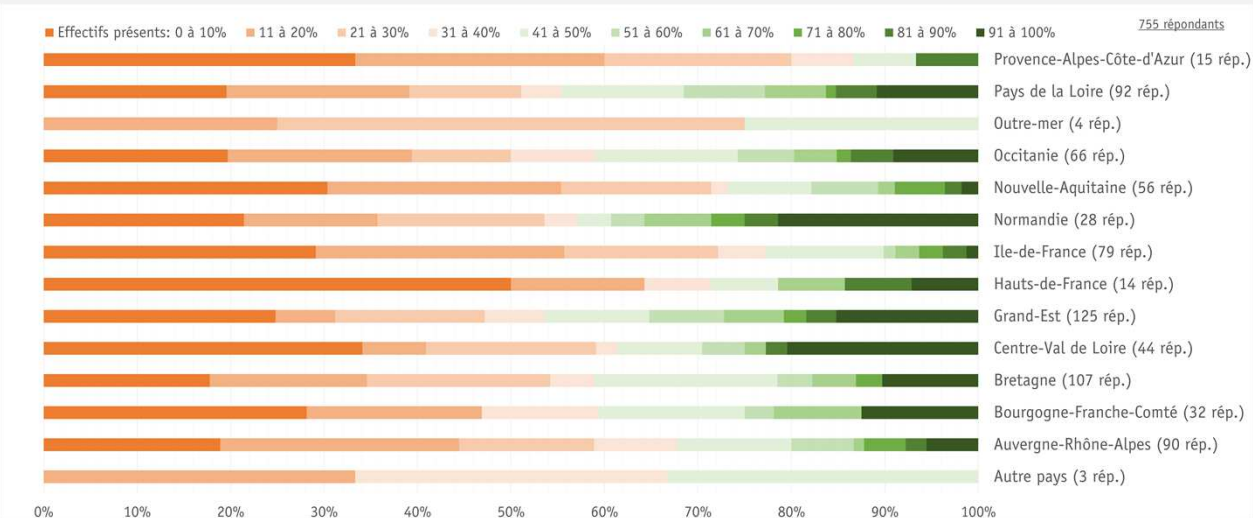
16. Mode de détermination des agents assurant la continuité des activités sur le terrain



17. Répartition des classes d'effectifs d'agents présents sur le terrain par taille de collectivités



18. Proportion de collectivités par classes d'effectifs d'agents présents sur le terrain au cours du confinement pour chaque région

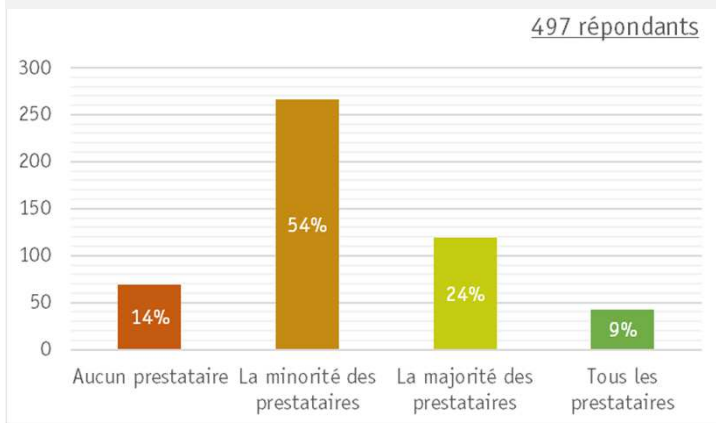


EN BREF :

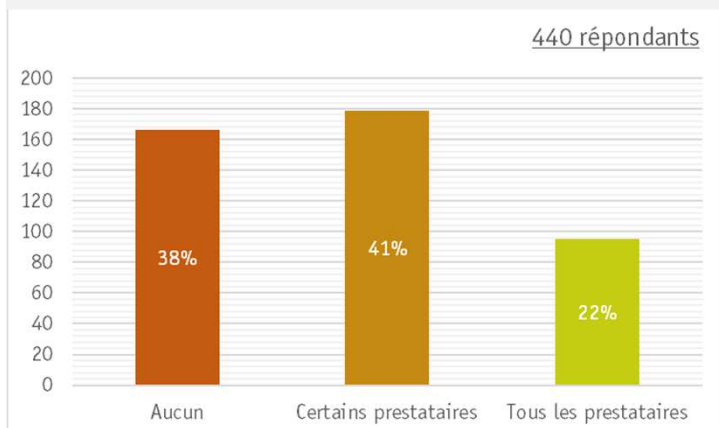
- Les agents présents sur le terrain ont été désignés par la collectivité (50%), puis par volontariat (39%) et dans 11% des collectivités par d'autres approches (croisement PCA-disponibilité des agents, prise en compte des situations personnelles, familiales et médicales, généralisation d'astreintes, mobilisation de tous les personnels en horaires décalés ou en rotation...).
- Le niveau de maintien des effectifs d'agents sur le terrain est très hétérogène au plan national.
- Près du quart (22%) des collectivités répondantes ont maintenu moins de 10% de leurs effectifs sur le terrain.
- Seulement 24% des collectivités ont maintenu plus de 50% de leurs effectifs sur le terrain.
- Il semble que plus la collectivité est petite (not. pour les communes de moins de 2000 hab.), plus la proportion d'agents présents sur le terrain est élevée.
- Au sein d'une même région, il existe une grande diversité de situations de maintien des effectifs sur le terrain, indépendamment de la pression sanitaire Covid-19 régionale.

Organisation du suivi des chantiers en REGIE et en PRESTATION

19. Part des collectivités selon le niveau d'activité maintenu par leurs entreprises prestataires



21. Part des collectivités ayant reçu de leurs prestataires leur plan de continuité de l'activité et les mesures sanitaires pour leur personnel



20. Comment sont assurées la supervision des travaux et l'application des mesures sanitaires par les agents de la collectivité ?

[Organisation des 616 réponses libres sur 5 sujets – la couleur est foncée lorsque les termes sont fréquents]

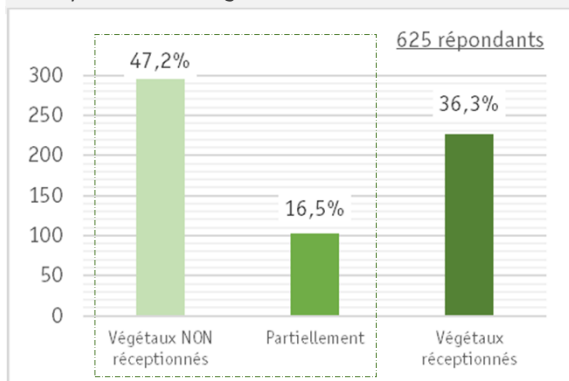


EN BREF :

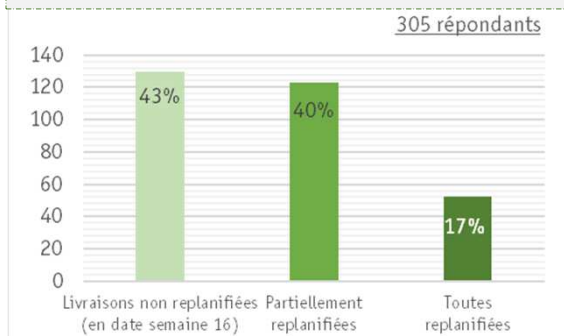
- Pour plus de la moitié des collectivités répondantes, seule une minorité de leurs entreprises prestataires a maintenu leurs activités. Pour l'autre moitié, la situation est très contrastée :
 - Aucune des entreprises n'a maintenu ses activités (14% des répondants).
 - Une majorité des prestataires a maintenu ses activités (25%).
 - Toutes les entreprises ont maintenu leurs activités (9%).
- Plus du tiers des collectivités ayant des prestations (38%) n'ont pas reçu le plan de continuité de l'activité ni les mesures sanitaires de leurs entreprises.
- De très nombreuses collectivités ont adapté les modalités de supervision et suivi des chantiers à distance.
- Globalement, le maintien des agents sur le terrain s'accompagne d'un ensemble de mesures pour garantir leur protection. De la fourniture de kits Covid-19 à l'organisation du travail des équipes, les moyens semblent cependant inégaux.

Les plantations

22. Proportions des collectivités ayant réceptionné les végétaux commandés

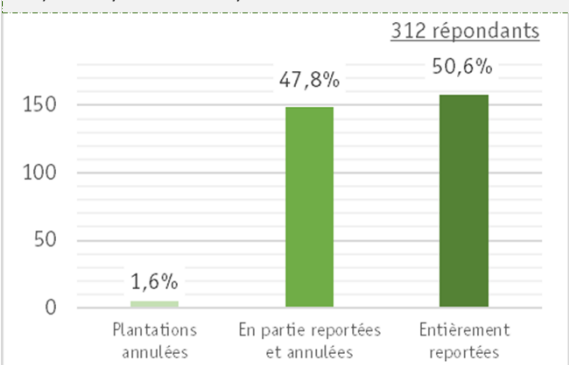


23. Proportions des collectivités ayant replanié les livraisons de végétaux commandés

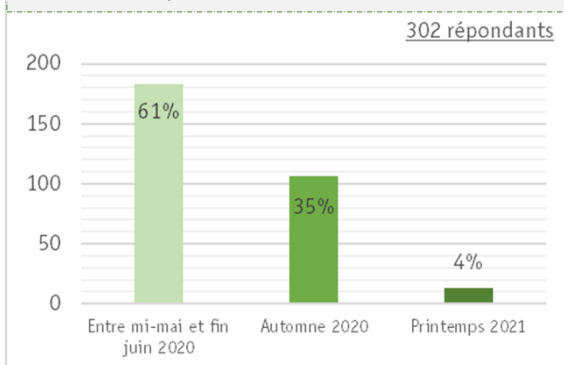


⚠ Enquête réalisée 5 semaines après le début du confinement

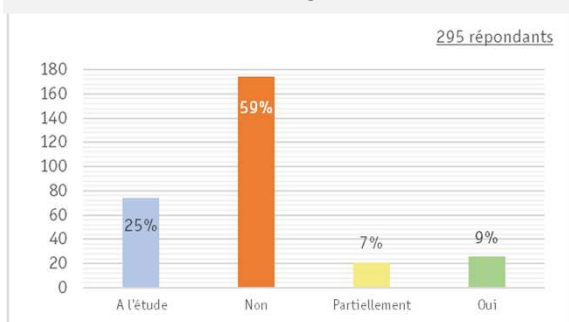
24. Proportions des collectivités ayant annulé et/ou reporté leurs plantations



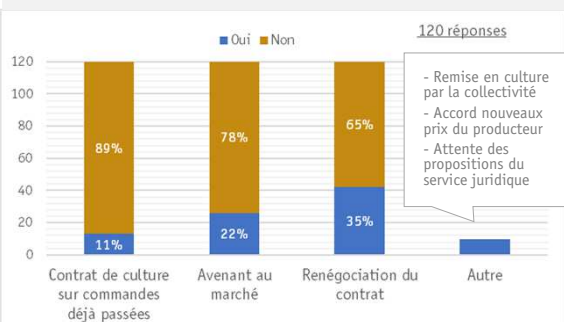
25. Période de report des plantations initialement prévues



26. Les collectivités envisagent-elles la prise en charge du surcoût de remise en culture ou reconditionnement des végétaux en attente ?



27. Dispositifs de prise en charge et de soutien des producteurs de végétaux envisagés ?

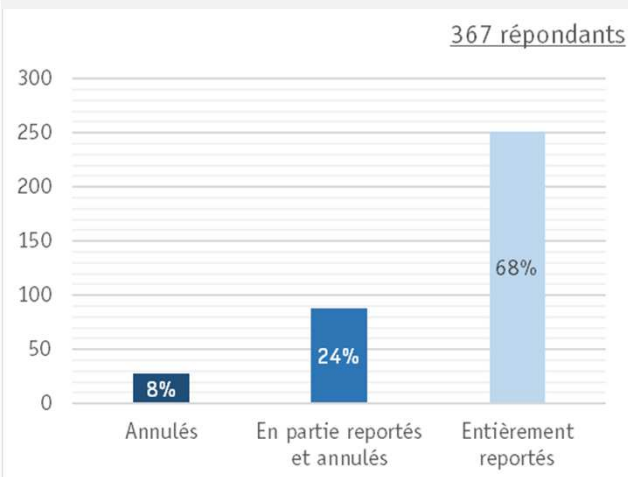


EN BREF :

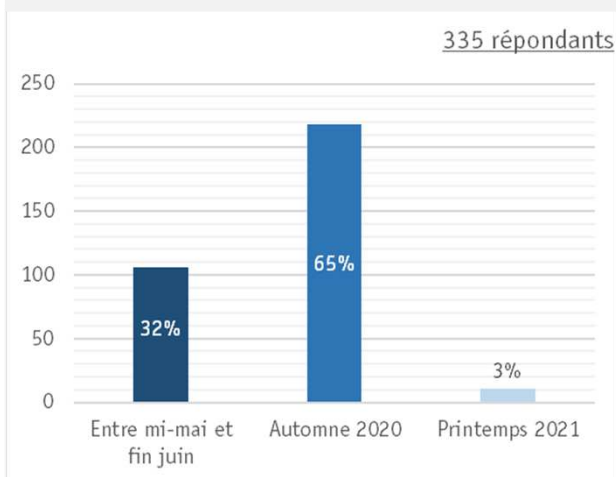
- Près de la moitié (47%) des collectivités répondantes n'ont pas réceptionné les végétaux commandés (5 semaines après le début du confinement). Seule une minorité a totalement replanié les livraisons.
- Pour les collectivités qui n'ont pas réceptionné tous leurs végétaux, la moitié d'entre elles ont entièrement reporté leurs plantations. L'autre moitié combinera report et annulation.
- Les reports de plantation sont principalement envisagés entre mi-mai et fin juin 2020.
- La prise en charge du surcoût de remise en culture et de reconditionnement des végétaux par les producteurs est à l'étude pour 25% des collectivités répondantes, envisagée même partiellement pour 16% d'entre elles.

Les travaux d'engazonnement

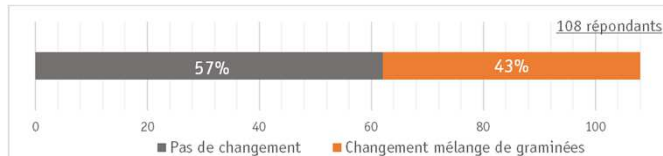
28. Proportions des collectivités qui ont annulé/reporté leurs travaux d'engazonnement



29. Période de report des travaux initialement prévus



30. Si le report est prévu entre mi-mai et fin juin, est-il envisagé semer un autre mélange de graminées plus adapté à ces conditions ?

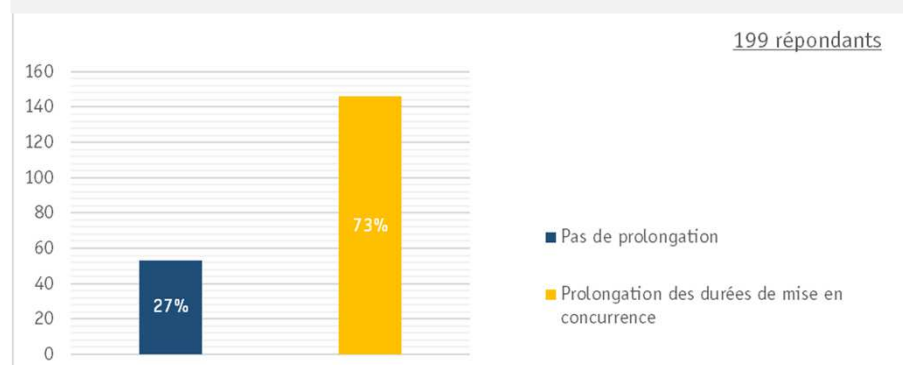


EN BREF :

- 68% des collectivités répondantes (soit plus des deux tiers) ont reporté leurs travaux d'engazonnement. Le quart des collectivités comblera le report et l'annulation de ces travaux.
- Les reports de travaux d'engazonnement sont principalement envisagés à l'automne 2020.

Les consultations en cours

31. Proportions des collectivités ayant appliqué les consignes de prolongation des durées de mise en concurrence pour leurs consultations

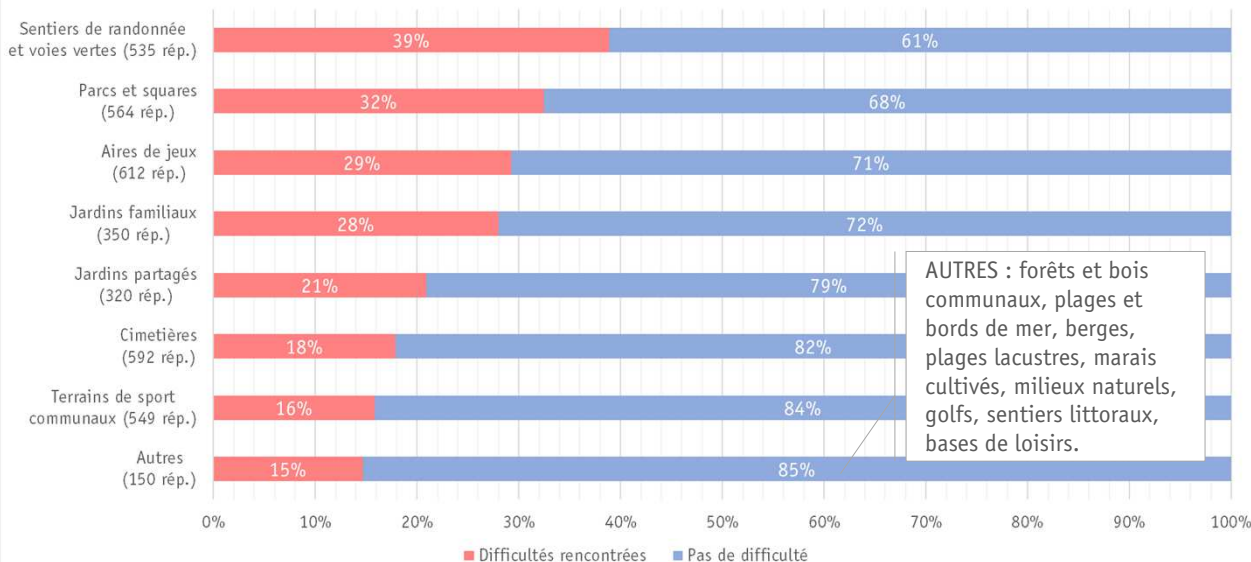


EN BREF :

- La grande majorité des collectivités a appliqué les consignes de prolongation des durées de mise en concurrence pour les consultations en cours au moment du confinement.

Restriction d'accès aux espaces publics

32. Part des collectivités ayant rencontré des difficultés dans l'application des mesures d'interdiction de l'accès aux espaces verts publics selon le type d'espace



33. Exemples de difficultés rencontrées

[Organisation des 315 réponses libres sur 5 sujets – la couleur est forcée lorsque les termes sont fréquents]

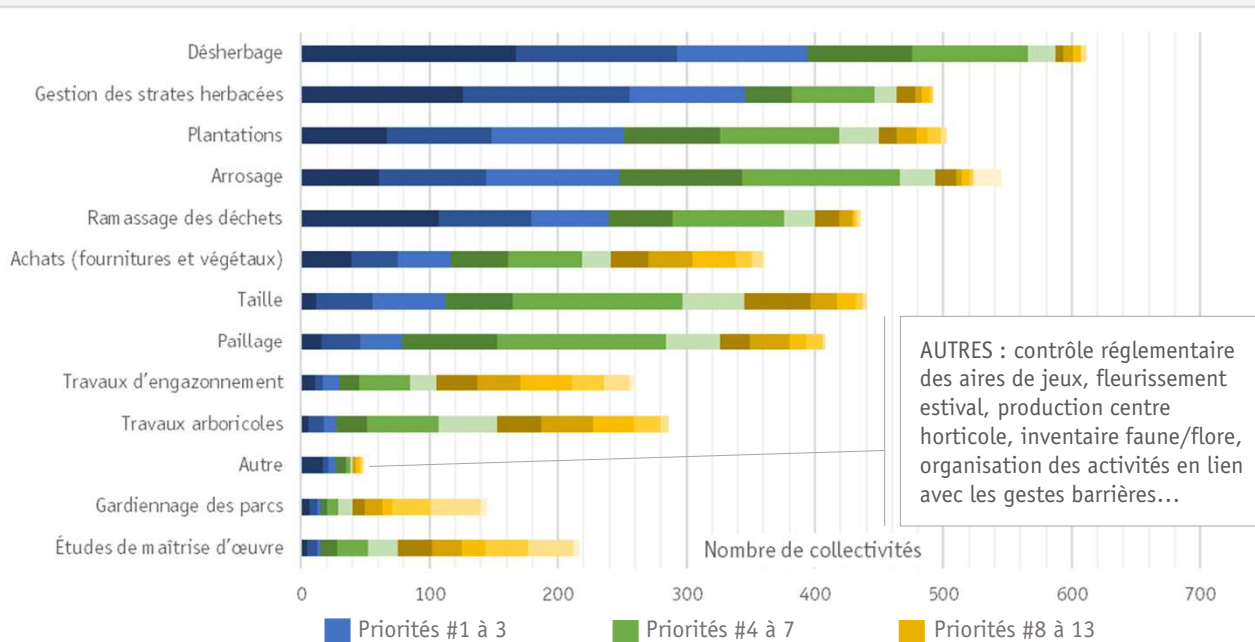


EN BREF :

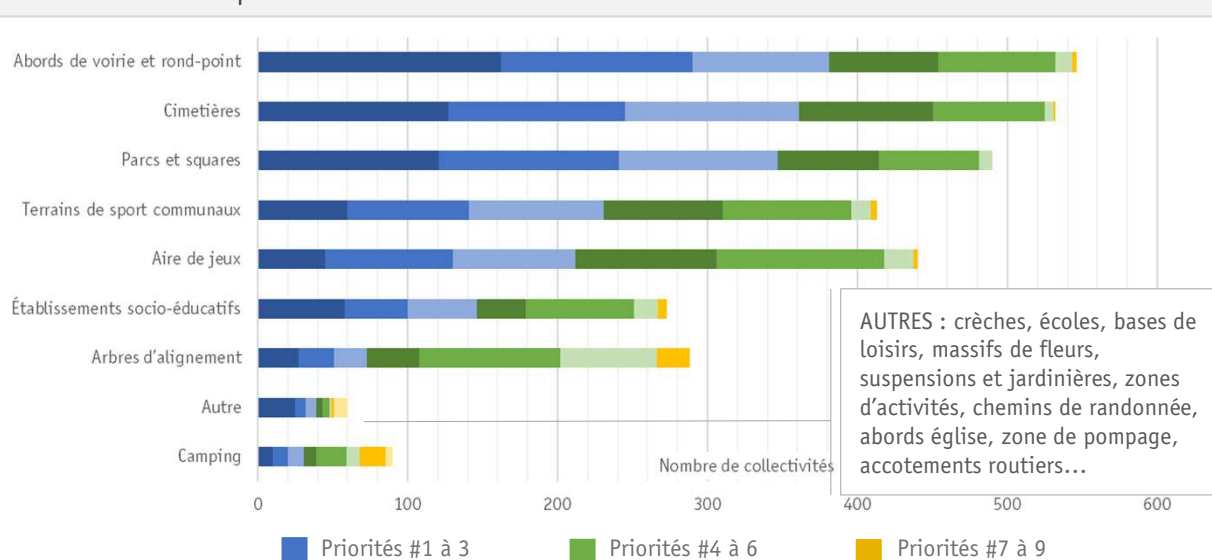
- Les restrictions d'accès aux espaces publics ont provoqué des difficultés, parfois perçues de façon aiguë, par les collectivités répondantes. 39% d'entre elles déclarent avoir rencontré des difficultés pour les sentiers de randonnées et voies vertes, 32% pour les parcs et squares, 29% pour les aires de jeux, et 28% pour les jardins familiaux.
- Des témoignages rapportent :
 - Des informations parfois contradictoires ou des difficultés d'interprétation des textes officiels, notamment pour les jardins familiaux.
 - Que ces difficultés ont été temporaires (2 à 3 semaines après le début du confinement) avec une acceptation progressive des consignes et des actions pédagogiques menées sur le terrain.
 - Que la météo estivale dans certaines régions a probablement incité les gens à fréquenter les espaces verts.

Priorisation des activités et espaces à la reprise

34. Priorisation des activités d'entretien et de travaux à la sortie du confinement



35. Priorisation des espaces à entretenir à la sortie du confinement



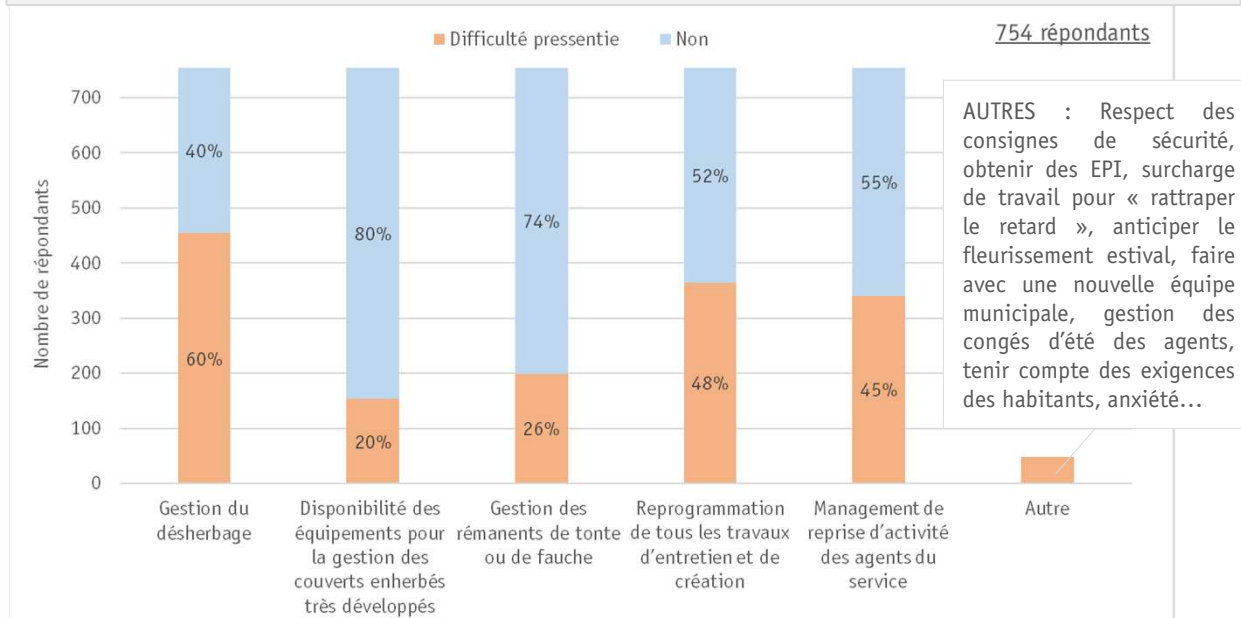
EN BREF :

- Les trois premières activités d'entretien et de travaux prioritaires à la sortie du confinement sont par ordre décroissant de choix : 1- Le désherbage, 2- La gestion des strates herbacées, 3- Les plantations. Ces trois activités ne figurent d'ailleurs pas parmi les premières activités maintenues par les collectivités au cours du confinement (cf. page 7).
- Les espaces dont l'entretien sera prioritaire à la sortie du confinement sont principalement par ordre décroissant de choix : 1- Les abords de voirie et ronds-points, 2- Les cimetières, 3- Les parcs et squares.
- Pour les terrains de sport, les inquiétudes des conséquences de l'inflexion des pratiques d'entretien (retard de tonte, absence d'opérations mécaniques, levée d'adventices...) sont globalement contenues. La suspension des championnats est perçue comme un délai supplémentaire pour la remise à niveau des terrains avant leur utilisation. Dans certains cas, l'absence d'utilisation aura permis le « repos » du gazon.

PARTIE 3 – LA SITUATION SUPPOSÉE À LA SORTIE DU CONFINEMENT 2/5

Difficultés supposées liées à la baisse des activités d'entretien

36. Difficultés pressenties par les collectivités après plusieurs semaines d'inflexion, voire d'arrêt, des activités d'entretien et chantiers

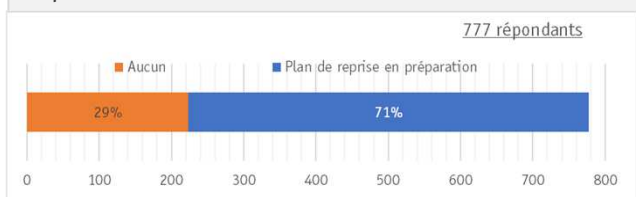


EN BREF:

- 60% des collectivités répondantes estiment que la gestion du désherbage constituera une difficulté à la sortie du confinement. Les opérations de désherbage n'ont en effet pas systématiquement été maintenues au cours du confinement.
- La reprogrammation de tous les travaux d'entretien et de création est également identifiée comme une source de difficulté pour près de la moitié des répondants (48%).

Plan de reprise des activités

37. Part des collectivités travaillant à un plan de reprise des activités d'entretien et de travaux



38. Part des collectivités envisageant des renforts et interventions supplémentaires



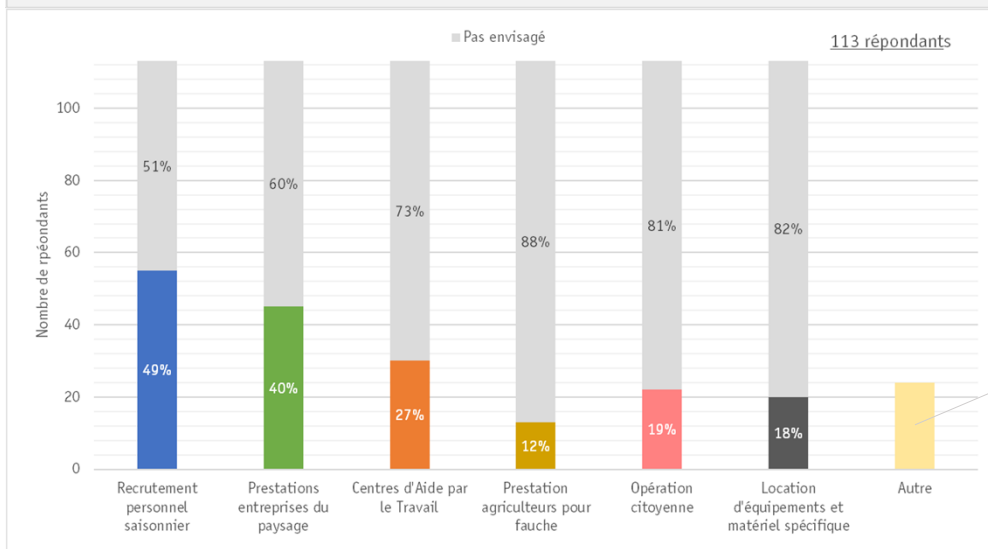
⚠ Enquête réalisée 3 semaines avant la « fin » du confinement

EN BREF :

- A trois semaines de la « fin » du confinement, plus des deux tiers des collectivités répondantes (67%) avaient initié un plan de reprise de leurs activités en matière d'espaces verts.
- Pour la moitié des collectivités répondantes, il n'est pas envisagé de recourir à des renforts ou des interventions supplémentaires pour compenser l'inflexion ou l'absence d'entretien au cours du confinement. Seules 15% d'entre-elles l'envisagent, et 31% ne se projettent pas encore.

Renforts et stratégie de reprise des activités

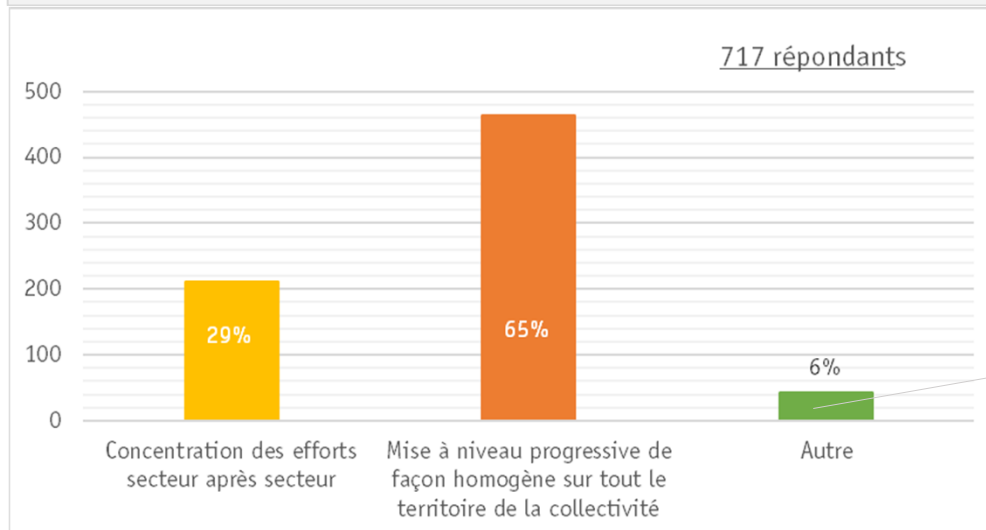
39. Moyens supplémentaires et renforts envisagés par les collectivités à la sortie du confinement



COMMENTAIRES AUTRES :

- Besoin de moyens budgétaires supplémentaires,
- Redéploiement entre services / renforts en interne,
- Entreprise d'insertion,
- Recours au Travail d'Intérêt Général,
- Bénévoles,
- Elus municipaux (petites communes).

40. Stratégie envisagée pour la gestion des équipements et espaces disséminés en plusieurs points de la collectivité à la sortie du confinement



COMMENTAIRES AUTRES :

- Une combinaison des deux approches proposées,
- Suivi des classes du plan de gestion différenciée,
- Priorité sur les sites fréquentés,
- Interventions prioritaires sur les espaces avec espèces allergènes,
- Au cas par cas,
- Arbitrage en cours.

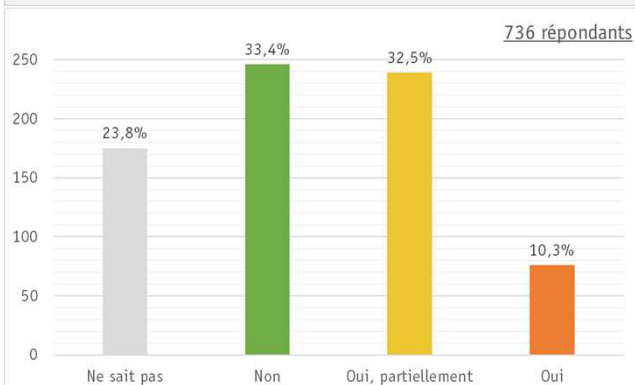
EN BREF :

- Seule une faible proportion des collectivités répondantes (15%) envisage des renforts (cf. page précédente).
- Pour les renforts envisagés, les collectivités répondantes envisagent principalement avoir recours à du personnel saisonnier (49%), puis à des prestations d'entreprises du paysage (40%), à des prestations de C.A.T. (27%), à la participation des habitants (19%) et à des opérations de fauche par des agriculteurs (12%).
- 18% des collectivités répondantes envisagent de louer des équipements spécifiques, notamment pour la gestion de strates herbacées.
- La principale stratégie envisagée à la sortie du confinement est de mettre à niveau progressivement, et de façon homogène, tous les équipements et espaces verts communaux (65%).

PARTIE 3 – LA SITUATION SUPPOSÉE À LA SORTIE DU CONFINEMENT 4/5

Evolution des objectifs d'entretien et de fleurissement

41. Part des collectivités envisageant une évolution de leurs pratiques d'entretien en 2020

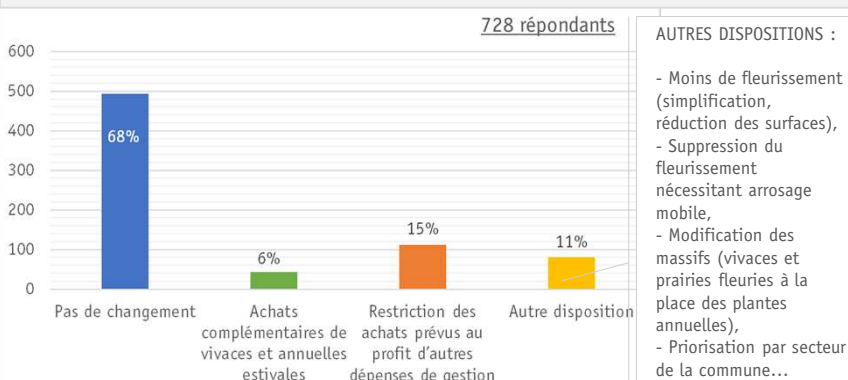


42. Comment ?

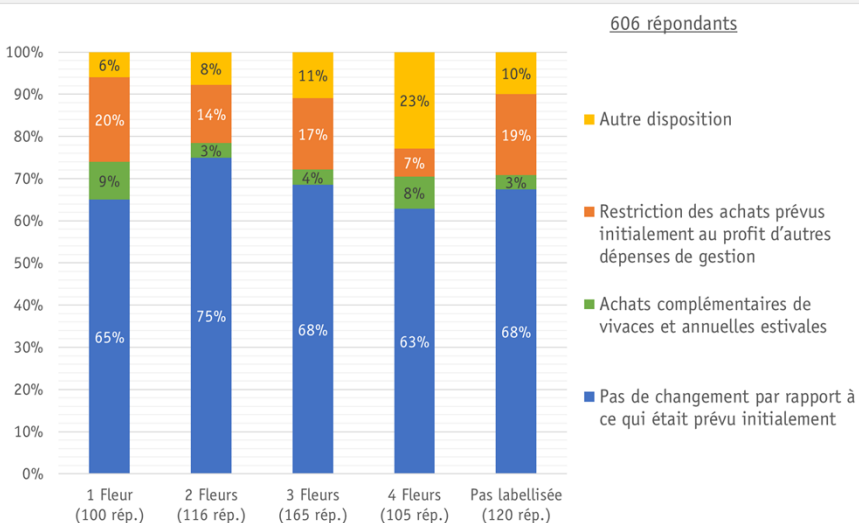
[Organisation des 261 réponses libres sur 6 sujets]



43. Part des collectivités envisageant une évolution de leur fleurissement en 2020



44. Evolutions envisagées par les communes « fleuries »



EN BREF :

Pratiques globales d'entretien :

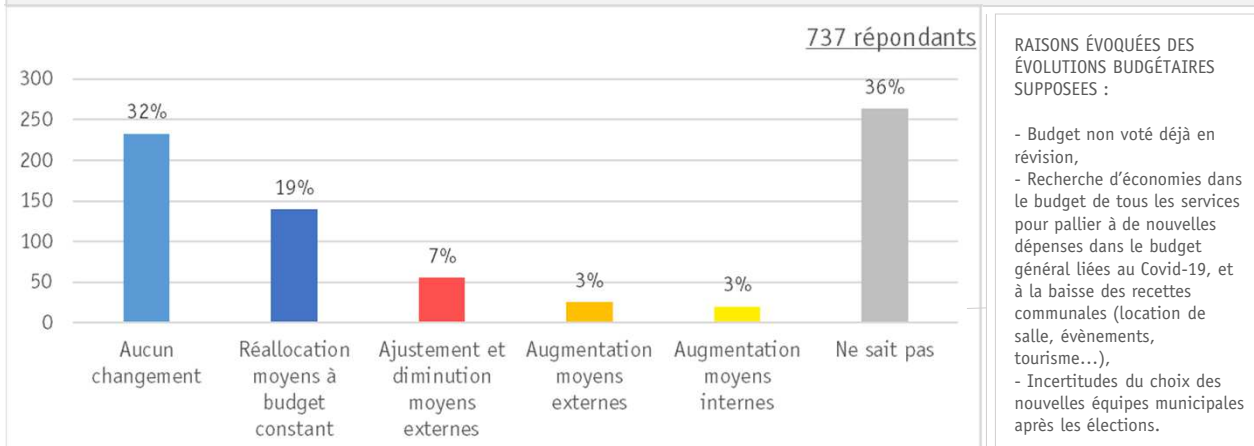
- 42,8% des collectivités répondantes envisagent de faire évoluer leurs pratiques, même partiellement, (annuler, reporter, diminuer, renforcer).
- Un tiers des collectivités répondantes n'envisage aucun changement par rapport à ce qui était prévu sur l'année.
- Un quart des collectivités répondantes ne se projette pas encore.

Pratiques de fleurissement :

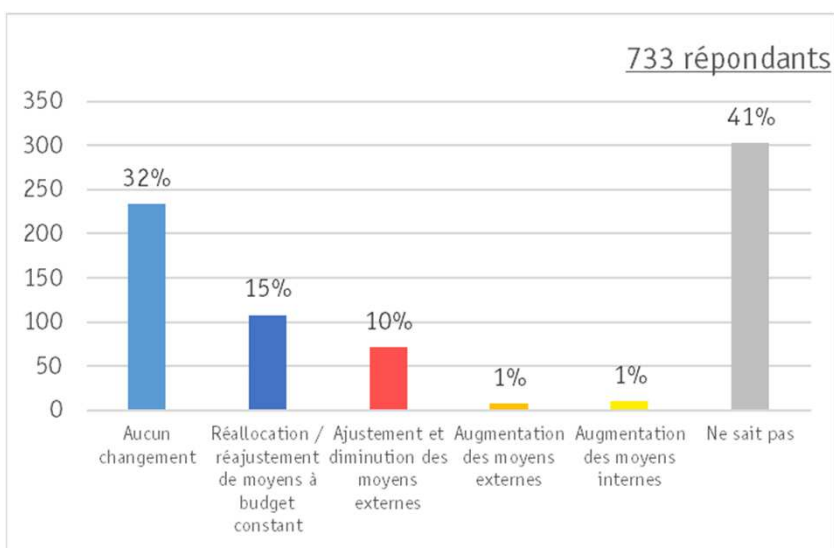
- Plus des deux tiers des collectivités répondantes (68%) n'envisagent aucun changement.
- 15% des collectivités anticipent une restriction des achats prévus au profit d'autres dépenses de gestion.
- Parmi celles-ci, on compte moins de communes « 4 Fleurs » (7%) que d'autres communes « fleuries » ou non labellisées.

Evolutions des projets et budgets

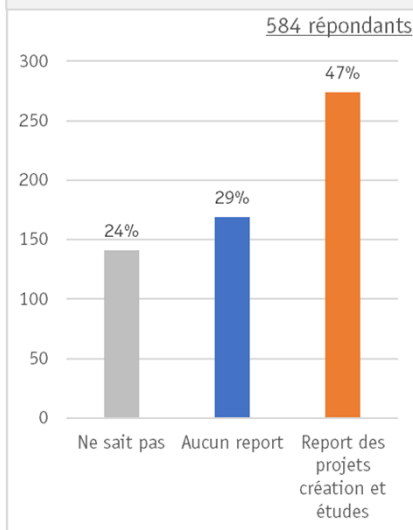
45. Part des collectivités estimant que la crise sanitaire aura une incidence sur le budget de FONCTIONNEMENT en matière d'espaces verts et évolutions envisagées



46. Part des collectivités estimant que la crise sanitaire aura une incidence sur le budget d'INVESTISSEMENT en matière de création et d'équipement pour les espaces verts et évolutions envisagées



47. Part des collectivités envisageant le REPORT des projets de création et d'études de maîtrise d'œuvre

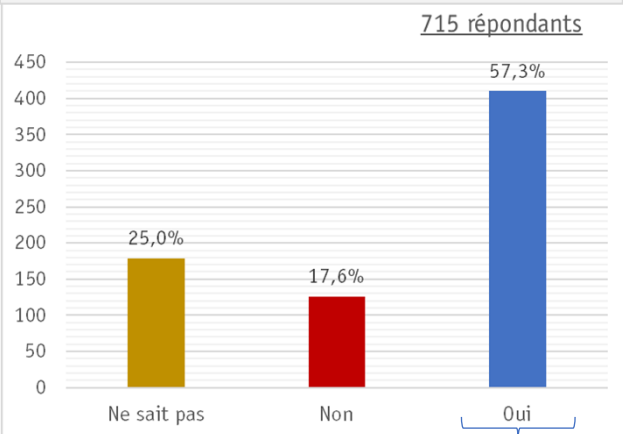


EN BREF :

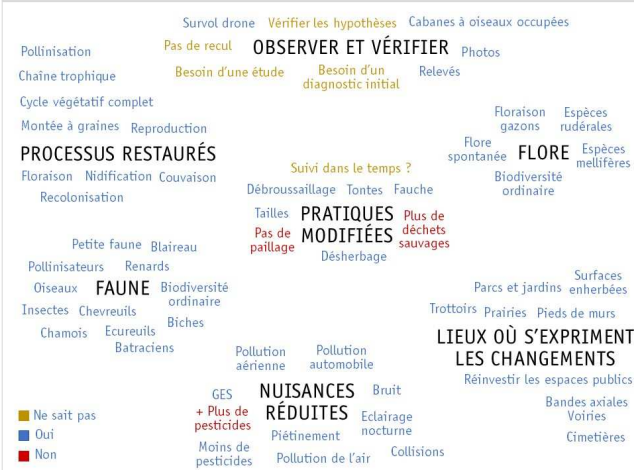
- S'agissant du budget de fonctionnement en matière d'espaces verts :
 - Un tiers des collectivités répondantes ne sait pas quelles pourraient être les évolutions,
 - Un autre tiers ne prévoit aucun changement,
 - Le dernier tiers regroupe des collectivités qui prévoient une diminution de leur budget ou une augmentation des moyens internes et externes.
- S'agissant du budget d'investissement en matière de création et d'équipement :
 - 41% des collectivités ne se projettent pas.
 - 32% ne prévoient aucun changement.
 - 25% prévoient des réallocations des dépenses à budget constant ou une diminution des moyens.
- Le report des projets de création et d'études de maîtrise d'œuvre est envisagé par la moitié des collectivités (47%).

Inflexion des pratiques d'entretien et biodiversité

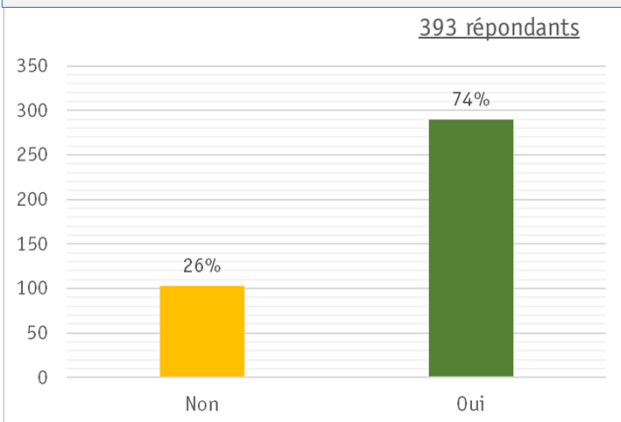
48. Part des collectivités estimant que l'inflexion, voire l'arrêt, des pratiques d'entretien est favorable à l'expression de la biodiversité



49. Pourquoi ? Quelles observations ?
[Organisation des 383 réponses libres sur 7 sujets]



50. Part des collectivités souhaitant faire évoluer leurs pratiques pour prolonger ces bénéfices supposés pour la biodiversité



51. Si oui, comment ? Dans quels domaines ?
[Organisation des 246 réponses libres sur 7 sujets]



EN BREF :

- Une majorité de collectivités répondantes (57%) estime que l'inflexion, voire l'arrêt, des activités d'entretien et de travaux dans les espaces verts est favorable à l'expression de la biodiversité. Parmi elles, plus des trois quart (74%) souhaiteraient faire évoluer leurs pratiques pour prolonger ces bénéfices supposés pour la biodiversité.
- Parmi les collectivités ne voyant pas d'impact favorable à la biodiversité (18%), certaines estiment que leurs actions sont déjà respectueuses de la faune et de la flore (et de leurs interactions) ou se questionnent sur la pérennité des actions et le retour aux pratiques antérieures. Un quart des collectivités répondantes estiment qu'il est difficile de se prononcer sans avoir pu observer et vérifier sur le terrain cette hypothèse.
- Le renforcement de la gestion différenciée et la mise en place d'une gestion écologique sont les principales propositions pour prolonger les bénéfices supposés, avec l'idée que le confinement aura été l'occasion de questionner les pratiques en place et d'envisager une nouvelle « esthétique » des paysages de la collectivité.
- Pour faire autrement à moyen et plus long terme, les collectivités répondantes évoquent la nécessité d'associer tous les publics (agents, élus, habitants, scolaires), et de laisser une place à l'observation et l'expérimentation.

Inflexion des pratiques d'entretien et biodiversité

Sélection d'articles récents pour approfondir les questionnements et réflexions sur la situation au cours du confinement et sur la biodiversité

Autour de la sensibilisation :

LPO. **FAQ Covid-19 : Coronavirus et faune sauvage : les réponses à vos questions.** LPO, 6 avril 2020 (mise à jour régulière)

<https://www.lpo.fr/conseils/faq-covid-19>

Réponses aux questions récurrentes posées à la LPO

Vigie-nature. **Séries "En direct de vos jardins" et "Question à un chercheur".** MNHN, avril 2020

<http://www.vigienature.fr/fr/actualites>

Actualités des sciences participatives Nature

Consultez également la rubrique "Qu'observez pendant le confinement ?"

FAUVE Charlotte. **Confinement : plus belle sera la flore ?** *Télérama*, 20 avril 2020

<https://www.telerama.fr/scenes/confinement-plus-belle-sera-la-flore.n6628554.php>

Etats de la végétation en ville, entre foisonnements et dépotoirs, vus par des botanistes (N. Manchon, F. Hendoux), et excès d'entretien dans les jardins privés.

STRUNA Hugo. **« Le confinement pourrait nous rapprocher de la nature ».** *Usbek & Rica*, 17 avril 2020

<https://usbeketrica.com/article/le-confinement-pourrait-nous-rapprocher-de-la-nature>

Interview d'Anne-Caroline Prévot, MNHN. Elle évoque les expériences de nature.

Point de vue urbanistique :

DELAVILLE Damien, BOVE Stéfan. **Les villes face aux crises sanitaires : entre densification et déconcentration.**

Institut Paris Région, 21 avril 2020

https://www.institutparisregion.fr/amenagement-et-territoires/chroniques-des-confins/les-villes-face-aux-cris-es-sanitaires-entre-densification-et-deconcentration.html?utm_source=email&utm_campaign=6clics_lactu_de_LInstitut_Paris_Region_120_23_avril_2020&utm_medium=email

Observations :

"Le confinement diminue les pressions sur les populations d'insectes", affirme l'Union internationale pour la conservation de la nature. Franceinfo, 24 avril 2020

https://www.francetvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/le-confinement-diminue-les-pressions-sur-les-populations-d-insectes-affirme-l-union-internationale-pour-la-conservation-de-la-nature_3932959.html

Interview de François Letourneux, vice-président du comité français de l'UICN, qui détaille l'impact positif du confinement sur les populations d'insectes.

LOIS Grégoire. **Confinement et biodiversité.** ARB-IDF, 14 avril 2020

<https://www.arb-idf.fr/article/confinement-et-biodiversite>

Accès aux espaces verts et à la nature :

MULLER Serge, MARCHAND Dorothee, BAILLY Emeline, CONSALES Jean-Noël, CLERGEAU Philippe, BONNAUD Xavier.

Confinement en ville : pourquoi l'accès à la nature est tout simplement vital. *The conversation*, 29 avril 2020

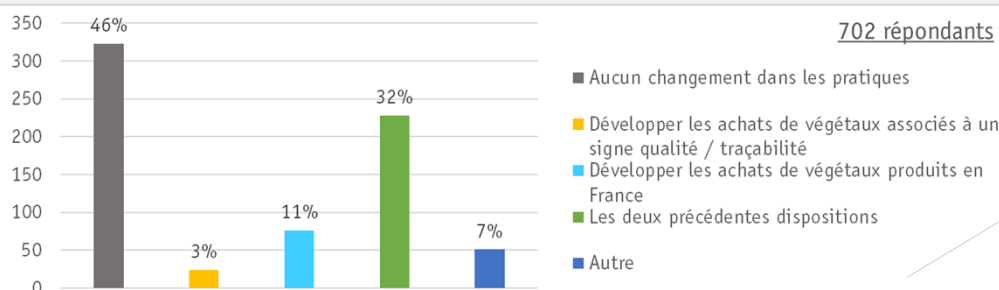
<https://theconversation.com/confinement-en-ville-pourquoi-lacces-a-la-nature-est-tout-simple-ment-vital-137500>

Collectif scientifique qui rappelle les bienfaits de la nature en ville. Le confinement étant intensifié par ce manque de nature, ils souhaitent la réouverture au public des espaces naturels.

Service documentaire de Plante & Cité
Sélection au 30 avril 2020

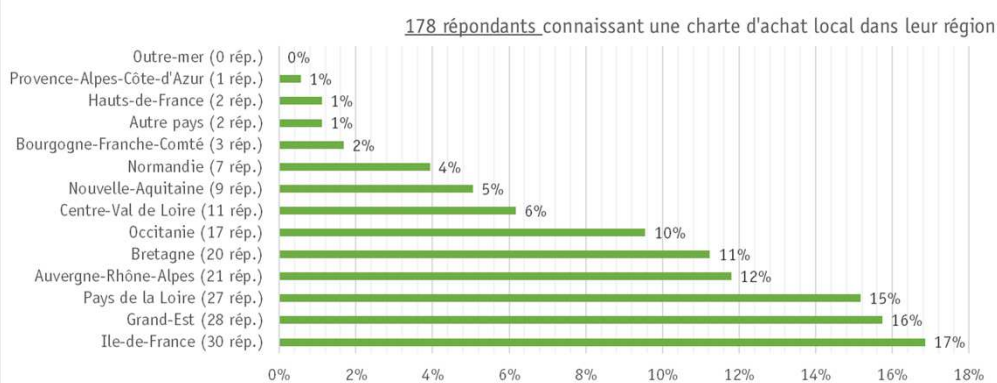
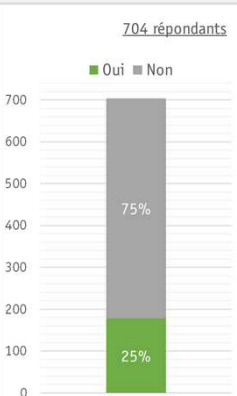
Soutien à la filière du végétal

52. Proportion de collectivités envisageant de donner un signe de soutien à la filière française des producteurs de végétaux.

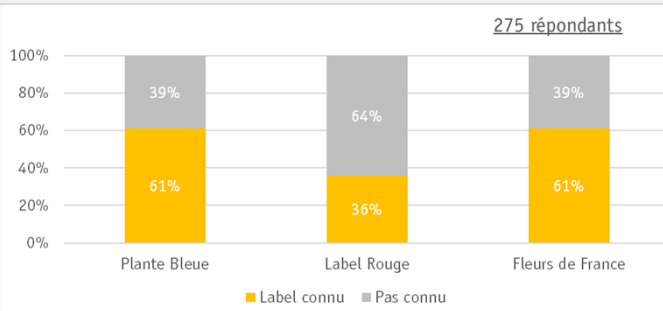
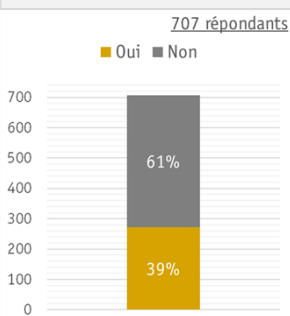


COMMENTAIRES :
 - Maintien des commandes,
 - Commandes supplémentaires,
 - Approches déjà vertueuses (not. avec ISO 14001),
 - Subvention filière
 - Contraintes des marchés en cours.

53. Collectivités connaissant une charte d'achat local de végétaux. Et dans quelles régions ?



54. Collectivités connaissant un label ou signe de qualité de la filière. Si oui, connaissent-elles Plante Bleue®, Label Rouge®, Fleurs de France® ou d'autres labels?



AUTRES LABELS ET SIGNES DISTINCTIFS CITÉS :
 - Végétal local et vraies messicoles,
 - Artisan du Végétal,
 - Elsass géranium,
 - Horticulteurs et Pépiniéristes de France...

EN BREF :

- Seules 11% des collectivités répondantes connaissent les dispositions d'indemnisation des fournisseurs (Ordonnance du 25 mars 2020 sur les règles et procédures d'exécution des contrats publics) – [Analyse non représentée].
- Près de la moitié des collectivités répondantes envisage de développer les achats de végétaux associés à un signe de qualité et / ou de végétaux produits en France (46%). L'autre moitié (46%) ne l'envisage pas. Cela peut vouloir dire qu'elles sont déjà vertueuses ou qu'il ne s'agit pas d'un sujet de préoccupation.
- Un quart des collectivités répondantes connaît une charte d'achat local de végétaux. Les chartes d'achat public local de matière de végétaux sont disponibles sur : <https://www.citeverte.com/reussir-son-projet/bonnes-pratiques/>
- Plus du tiers des collectivités répondantes (39%) connaît un label ou signe de qualité de la filière du végétal.

Plante&Cité

Ingénierie de la nature en ville

Partenaires de l'enquête

